

De Gaulle et Churchill

Bernard LEDWIGE

« De Gaulle et Churchill. Les premières rencontres : juin 1940 », *Espoir* n°73, 1990

La série de rencontres de Churchill et de Gaulle à Londres et en France du 9 au 17 juin 1940 changea le cours de l'histoire de leurs deux pays et du monde entier, car sans elle, la France Libre n'aurait jamais vu le jour à côté de ses alliés après la conclusion par le maréchal Pétain des armistices avec l'Allemagne et l'Italie. La France entière, politiquement parlant, aurait été à Vichy et nulle part ailleurs, avec les conséquences pour le statut international du pays que l'on peut imaginer.

Comment s'est-il fait que le chef politique de l'Empire britannique pris dans la tourmente d'une guerre qui menaçait son pays de la perte à court terme de sa souveraineté ait eu besoin de passer tellement de son temps dans la compagnie du plus cadet des sous-secrétaires d'état du gouvernement français ?

La réponse se trouve dans la politique menée par Paul Reynaud, président du Conseil des ministres depuis la mi-mars, et la tactique qui s'ensuivit sous la pression de l'invasion allemande.

En nommant de Gaulle à son Conseil, le 5 juin, et puis en l'envoyant le 9 juin en mission à Londres auprès du Premier ministre britannique Reynaud le choisit, comme il l'a expliqué franchement à de Gaulle avant son départ, dans l'espoir que son ardeur et sa volonté évidente de continuer la guerre effaceraient l'impression de défaitisme et d'abandon que Reynaud et ses collègues avaient pu faire sur Churchill dans leurs entretiens récents, et le convaincront qu'il n'était pas trop tard pour envoyer davantage d'escadrilles de chasseurs de la Royal Air Force en France pour soutenir l'effort militaire français.

Il est certain que Reynaud avait fait une impression pénible sur Churchill au cours du mois de mai. Il avait commencé le 9 mai par offrir sa démission au Président Lebrun de son poste comme Président du Conseil. Cela montrait plus clairement que n'importe quel autre geste, le peu d'enthousiasme qu'il avait pour la lourde tâche qu'il n'avait portée que pour sept semaines. Vingt-quatre heures plus tard vint l'attaque allemande et Reynaud se vit dans l'obligation de retirer sa démission.

Mais dès la première percée des Allemands autour de Sedan, le 14 mai, il tint dans ses conversations téléphoniques avec Churchill, des propos très pessimistes, notamment « la bataille est perdue » et « il faut abandonner la lutte ».

Puis, le 20 mai, il invita le Maréchal Pétain à devenir Ministre et nomma Weygand comme Commandant-en-Chef. Il était déjà connu que, comme de Gaulle le dit dans ses Mémoires de Guerre, Pétain était « le paravent de tous ceux qui voulaient l'armistice avec l'Allemagne ».

Donc il est difficile de ne pas croire qu'en l'invitant dans le Conseil, Reynaud préparait le moment où le Maréchal lui ôterait la responsabilité devant l'histoire de demander l'armistice indépendamment de l'Angleterre et le débarrasserait en même temps du poste de Président du Conseil, qu'il avait déjà cherché à quitter la veille de l'invasion allemande.

Le 26 mai d'ailleurs, Reynaud saisit l'occasion d'une visite à Londres pour prévenir Churchill que « si les Allemands avançaient beaucoup plus loin en France, Pétain demanderait probablement l'armistice ». En réponse, Churchill répéta encore une fois que l'Angleterre continuerait la lutte, « même toute seule, s'il le fallait ».

Reynaud avait donc raison de croire qu'un nouveau représentant qui n'avait pas participé aux tristes réunions ministérielles du mois de mai, mais qui au contraire s'était distingué sur le champ de bataille à la tête d'une division blindée, serait le bienvenu auprès de Churchill le 9 juin. En plus de Gaulle avait encore une confiance complète dans la volonté de Reynaud de continuer la guerre. C'est ainsi que de Gaulle et Churchill se sont rencontrés pour la première fois le 9 juin.

Pourtant, malgré les espoirs de Reynaud, ni les natures différentes des deux hommes, ni le sujet de leur entretien ne permettaient aucune certitude d'une entente entre eux. Churchill était chaleureux mais têtu ; de Gaulle froid mais têtu.

Il est vrai que Churchill était francophile et qu'il avait toujours favorisé à travers sa carrière politique (qui avait commencé en même temps que l'Entente Cordiale, c'est-à-dire en 1904-1905), une étroite collaboration anglo-française, mais il savait bien que les lignes politiques des deux pays pouvaient diverger à l'avenir, comme si souvent par le passé.

Après le pessimisme qu'il avait rencontré parmi les chefs français dernièrement, il a dû être plutôt méfiant envers de Gaulle au début. Quant au Général, il n'était rien moins qu'anglophile. La plus grande influence sur sa formation avait été celle d'un père professeur d'histoire, monarchiste et catholique, qui parlait d'une Angleterre qui fut presque toujours l'ennemie de la grandeur de la France.

On voit dans ses écrits que le Général n'avait même pas tellement apprécié la performance des Anglais durant la première guerre mondiale. Il les caractérisait comme « nos auxiliaires » par rapport à « nos alliés russes ». Il ne pensait certainement pas mieux de leur effort militaire dans la guerre présente jusqu'à ce moment-là.

En effet, cette première conversation entre les deux hommes fut assez difficile. De Gaulle commença par souligner, selon ses instructions, que le gouvernement français était prêt à continuer la guerre même dans l'empire s'il le fallait. Churchill, tout en accueillant ces assurances, ne cacha pas qu'il doutait qu'elles soient suivies d'effet. Il ajouta qu'il ne croyait plus à un rétablissement de la France. Il enverrait des troupes quand elles seraient prêtes, mais la R.A.F. resterait dans ses bases en Angleterre. Les paroles de Churchill montraient, comme de Gaulle le résume dans ses Mémoires de guerre, que « l'union stratégique se trouvait pratiquement rompue entre Londres et Paris ».

Pourtant, sur le plan psychologique, cet entretien fut un grand succès : pour de Gaulle parce que « l'impression que j'en ressentis m'affermait dans ma conviction que la Grande-Bretagne, conduite par un pareil lutteur, ne fléchirait certainement pas ». Pour Churchill, parce que, comme il le dit en rapportant leur conversation au War Cabinet, « de Gaulle a donné une impression plus favorable du moral et de la détermination française ».

En plus, de Gaulle avait dit, selon Churchill, que « parlant pour lui-même, il était d'accord que nous ne pouvions pas engager l'ensemble de la R.A.F. dans la bataille de France ». Par ces mots, de Gaulle avait indiqué à Churchill qu'il acceptait la nécessité de se préparer

immédiatement pour une bataille aérienne au-dessus de l'Angleterre, c'est-à-dire qu'il comprenait qu'une défaite alliée en France ne serait pas la fin de la guerre. Ce signe de confiance a dû être très précieux pour Churchill qui devait encore faire face, tous les jours dans son Conseil, à Chamberlain et Halifax, les architectes de « l'apaisement » qui n'avaient pas au fond changé leurs idées.

On peut dire que la relation spéciale entre le chef du gouvernement britannique ayant trente-cinq ans d'expérience politique derrière lui et le jeune militaire français presque aussi néophyte comme général que comme ministre, est bel et bien née lors de leur première rencontre.

La rencontre suivante eut lieu en France deux jours plus tard, au quartier général du général Weygand à Briare où le Conseil suprême franco-britannique se réunit sous la présidence de Reynaud et Churchill. Après le conseil, Reynaud mit de Gaulle à côté de Churchill pendant le dîner.

« Notre conversation » écrit de Gaulle « fortifia la confiance que j'avais dans sa volonté. Lui-même en retint, sans doute, que de Gaulle, bien que démuni, n'était pas moins résolu ».

L'entente entre les deux hommes s'était approfondie, seul résultat positif d'une séance dans laquelle le sujet que de Gaulle considérait comme capital, c'est-à-dire les préparatifs pour le départ du gouvernement en Afrique pour continuer la guerre après la fin désormais inévitable de la lutte en France, n'était même pas sur l'ordre du jour. Le ton de Weygand et Pétain était aussi pessimiste et négatif que possible. Reynaud révéla à Churchill dans une conversation privée après la réunion, que Pétain lui avait déjà avoué qu'il allait bientôt proposer la demande d'armistice au Conseil des Ministres français.

De retour en Angleterre le 12 juin, Churchill fit montre de la forte impression faite sur lui par de Gaulle.

Au War Cabinet, y rapporta :

« évidemment, la fin de la résistance militaire organisée en France n'est pas loin, mais le général de Gaulle, qui était assis à côté de Reynaud, est vivement en faveur d'une résistance sous forme de guérilla. Il est jeune et énergique et produit une impression très favorable. Il croit qu'il faut adopter de nouvelles méthodes de guerre. Il paraît probable que, si le front s'effondre, Reynaud se tournera vers de Gaulle pour prendre le commandement ».

Dans un télégramme à Roosevelt, le même soir, Churchill répéta ses louanges à l'égard de De Gaulle et les espoirs qu'il formait pour son influence future. C'est ainsi que le Président américain entendit parler de De Gaulle pour la première fois. A vrai dire, Churchill se faisait des illusions sur l'influence de De Gaulle dans le camp français. De Gaulle était l'instrument de Reynaud plutôt que son conseiller.

Churchill revint en France dès le 13 juin à l'invitation de Reynaud pour une nouvelle réunion à la préfecture de Tours. Cette fois-ci de Gaulle n'était même pas invité à la séance par Reynaud, probablement parce que Pétain et Weygand lui avaient exprimé leur mécontentement après le Conseil de Briare, vis-à-vis du comportement indépendant de cet officier subalterne. Mais, renseigné par Roland de Margerie, chef du cabinet diplomatique de

Reynaud, de Gaulle se présenta néanmoins à Tours pour assister à la deuxième partie de la réunion.

Le but de Reynaud était de convaincre Churchill que la France avait tellement souffert pour la cause commune et se trouvait dans une situation tellement désespérée, qu'elle méritait d'être libérée de son obligation, acceptée dans l'accord franco-britannique du 28 mars, de ne pas chercher un armistice ou une paix indépendamment de l'Angleterre.

Churchill était profondément ému par cet appel et très conscient de l'insuffisance de l'aide qu'il pouvait offrir à son allié, mais il ne céda pas totalement. On se mit d'accord finalement pour attendre le résultat d'un dernier appel à Roosevelt avant de prendre des décisions irrévocables.

Churchill insista beaucoup sur le fait que si la France voulait en dernier recours s'enquérir auprès des Allemands des conditions d'un armistice séparé, elle n'obtiendrait pas l'assentiment du gouvernement britannique à moins qu'elle ne donnât à l'avance les garanties les plus fermes que sa flotte ne passerait jamais sous contrôle de l'Allemagne ni de l'Italie.

En partant de la préfecture pour reprendre son avion, Churchill croisa de Gaulle dans la foule et lui dit : « l'homme du destin ». Dans le bruit, de Gaulle n'entendit pas ces paroles fatidiques mais ce hasard ne modifiait en rien le prestige qu'il avait acquis aux yeux du Premier ministre.

Mais si Churchill était content du comportement de De Gaulle, le Général, pour sa part, n'était pas du tout content du Premier Ministre et encore moins de Reynaud. A son avis, Churchill s'était montré trop compréhensif envers les partisans de l'abandon, tandis que « la France courait à l'armistice, puisque le chef de son gouvernement l'envisageait officiellement » comme il l'écrit dans ses Mémoires.

Par conséquent, de Gaulle tira la conclusion qu'il ne pouvait rester dans un gouvernement qui n'avait pas l'intention de continuer la guerre. S'il avait démissionné, il n'aurait pas eu d'avenir politique. L'histoire n'aurait même pas mentionné le nom de De Gaulle. Heureusement, le Ministre de l'Intérieur, Georges Mandel, le convainquit de changer d'avis, arguant que tout n'était pas perdu, et que, s'il restait à sa place, il pourrait peut-être jouer un rôle utile à la France.

Donc de Gaulle partit avec le gouvernement à Bordeaux le 14 juin, toujours Ministre mais très méfiant, depuis la veille, des intentions de son chef. Celui-ci lui confia immédiatement une autre mission à Londres, pour discuter avec l'Amirauté britannique du contingent des navires nécessaires pour emmener le gouvernement en Afrique s'il décidait d'y aller après tout. Il semble que Reynaud ne prenait pas la mission au sérieux car il envoya de Gaulle en Angleterre en voiture et par bateau partant de Brest et non par avion. Probablement, il voulait simplement se débarrasser d'une présence devenue encombrante, une statue de Commandeur à ses côtés.

Ainsi de Gaulle n'arriva à Londres que le matin du 16 juin. Tout avait changé entre temps. La réponse de Roosevelt, bien qu'amicale, avait montré que dans la crise actuelle, l'Amérique n'avait pas les moyens de faire grand chose pour la France. Le gouvernement français avait donc demandé que le gouvernement britannique le libère de son obligation, aux termes des accords du 28 mars, de ne pas négocier un armistice séparément avec l'Allemagne. Le matin

du 16 juin, les Anglais avaient répondu « oui, mais seulement à condition que la flotte française vienne dans des ports britanniques pour la durée des négociations ». Il était prévu que le conseil des Ministres se réunisse l'après-midi même à Bordeaux pour prendre sa décision.

Lors de son arrivée, de Gaulle fut mis au courant de la situation par Jean Monnet et l'ambassadeur de France. Ils l'entretinrent en même temps du projet d'union franco-britannique qu'ils avaient préparé avec le Foreign Office. Ils croyaient que seul un coup de théâtre de dernier moment comme l'offre d'une telle union par le gouvernement britannique au gouvernement français, empêcherait la victoire des défaitistes dans le Conseil à Bordeaux et que seule l'intervention de De Gaulle auprès de son ami et admirateur Churchill, offrait un espoir de convaincre le Premier Ministre et à travers lui ses collègues, de faire la démarche dans le peu de temps qui restait. L'occasion se présenterait tout à l'heure, car Churchill l'avait invité à déjeuner.

De Gaulle lut le texte du projet et accepta la tâche, malgré ses doutes, parce que la crise exigeait un geste dramatique. Quand il aborda le sujet avec Churchill, celui-ci, saisi par le côté grandiose de l'idée, se rallia à l'avis de De Gaulle et la fit approuver par le Cabinet dans une réunion à Downing St. De Gaulle qui attendait avec les autres Français dans une chambre voisine, téléphona le texte du projet à Reynaud, qui, très impressionné, dit qu'il en ferait part au Conseil et, qu'ainsi renforcé, il croyait pouvoir tenir la situation en main. Mais le croyait-il sincèrement ?

Le voulait-il sincèrement ?

Après ce drame, il y a comme une réaction de joie parmi les ministres anglais. Ils ont le sentiment (illusoire) d'avoir arraché une victoire des griffes même d'une catastrophe. Ils prennent pour acquis que l'alliance anglo-française est sauvée et qu'ils continueront la guerre côte-à-côte. Ils entourent de Gaulle et ses compagnons et les félicitent. Quelqu'un dit : « de Gaulle sera commandant en chef ». Churchill est pleinement d'accord. « J'arrangerai cela », grommelle-t-il.

Même de Gaulle se laisse emporter pour une fois. Selon les mémoires de Churchill, « il affiche un air d'enthousiasme inhabituel ». Le secrétaire privé de Churchill, John Colville, va plus loin. Parlant de De Gaulle, il note dans son journal : « Sera-t-il un nouveau Napoléon ? A ce qu'on dit, certains le croient. Il traite Reynaud (qu'il a appelé « ce poisson froid » à un moment donné) comme un homme sans importance et parle aisément de ce qu'il va faire en France. Pourtant il n'est qu'un général de brigade récemment découvert. »

De Gaulle était sans doute quelque peu flatté par les égards que Churchill et ses ministres, y compris Chamberlain, Halifax et Eden, lui avaient montrés. Son rang dans le Conseil des ministres français était modeste, tandis qu'à Downing St lui seul parlait pour la France. Ce fut la première fois qu'il joua ce rôle et il s'y sentit bien à sa place.

Mais si quelque sentiment de satisfaction lui restait encore à son arrivée ce soir-là à Bordeaux, il fut tout de suite anéanti par les nouvelles qui l'y attendaient. Le Conseil avait rejeté l'union : Reynaud avait démissionné ; Pétain avait été invité par le Président Lebrun à le remplacer. C'était la capitulation certaine.

De Gaulle raconte dans ses Mémoires qu'il prit tout de suite la décision de repartir dès le matin. Mais il fallait encore manoeuvrer savamment pour mettre à exécution cette décision. Il fallait la cacher à Pétain et Weygand qui l'empêcheraient sûrement de partir, s'ils étaient renseignés ; et il fallait prévenir les Anglais, car cette fois-ci il viendrait en Angleterre non comme ministre mais comme réfugié, sans aucune mission officielle.

De Gaulle fit preuve de tout le talent que la situation exigeait. Du côté britannique, il se rendit chez l'Ambassadeur et le général Spears, représentant personnel du Premier Ministre en France. Spears téléphona à Churchill qui donna tout de suite son approbation au projet de De Gaulle de retourner en Angleterre. Du côté français, il alla voir Reynaud, mais, trouvant Madame de Portes avec lui, ne dit rien de ses intentions. Il le fit prévenir plus tard et reçut de lui cent mille francs tirés sur les fonds secrets encore en sa possession. Quant au Ministère de la Défense, il leur donna le change en prenant des rendez-vous pour le matin. Ainsi, il put partir tôt dans la matinée avec Spears dans le même avion qui l'avait amené à Bordeaux la veille.

A Londres, Churchill l'accueillit chaleureusement et lui accorda le concours de la B.B.C. pour lancer son appel à ses compatriotes le lendemain, malgré les doutes exprimés par ses collègues du Cabinet et les conseils du Foreign Office, qui ne voulait pas froisser Pétain avant qu'il n'ait reçu la réponse des Allemands à sa demande des conditions de paix ou d'armistice. Après tout c'était Pétain et non pas de Gaulle qui contrôlait la flotte et les colonies françaises et il avait le pouvoir, si les relations franco-britanniques devenaient trop amères, de procéder, sous l'influence de Laval, jusqu'à un renversement des alliances. Donc il y avait des raisons solides pour ne pas le contrarier.

Pourtant Churchill maintint sa décision et l'appel fut dûment diffusé le soir du 18 juin. Pour de Gaulle, l'Appel était le début d'une nouvelle carrière dans laquelle il jouerait à la vie ou à la mort. Pour Churchill l'Appel représentait un grand risque politique. A l'encontre de l'avis de ses collègues et de ses conseillers en affaires étrangères, il choisit de parier sur un inconnu, parce que, dans une série de rencontres entre le 9 et le 17 juin cet inconnu sut l'impressionner profondément par la force de sa volonté de combattre l'Allemagne jusqu'à la fin des fins. Il reconnaissait en de Gaulle une âme de lutteur pareille à la sienne.

De Gaulle décrit dans un beau passage de ses Mémoires de Guerre, le rôle de Churchill dans ses premiers jours à Londres :

« Quant à moi », écrit-il, « je n'étais rien au départ... Naufragé de la désolation sur les rivages de l'Angleterre qu'aurais-je pu faire sans son concours ? Il me le donna tout de suite ».

Tout ce que de Gaulle a pu faire pour la France par la suite a été fondé sur son entente avec Churchill. Cette entente a survécu à beaucoup d'épreuves et de disputes amères pendant la guerre. De Gaulle trouvait souvent que l'Angleterre abusait de sa position envers la France et il croyait qu'il fallait protéger la France non seulement contre ses ennemis mais aussi contre ses alliés. Il pensait que les Anglais ou les Américains pouvaient désirer s'emparer des territoires français outre-mer. La première organisation qu'il ait fondée dans le cadre de la France Libre a été le Conseil pour la Défense de l'Empire français. C'était une défense contre tout le monde, y compris Churchill.

De Gaulle et Churchill, par la nature des choses, avaient les intérêts souvent opposés de leurs deux pays à protéger, et ils le faisaient avec toute la détermination inhérente à leurs caractères.

Ils ont cependant maintenu leur coopération pendant toute la guerre et, bien qu'ils n'étaient pas destinés à devenir des amis, ils ont toujours gardé un immense respect l'un pour l'autre. Ces deux grands fauves se sont reconnus comme des créatures de la même espèce.